

## **L'ultimatum climatique : mobilisons-nous**

Du 7 au 18 décembre 2009 aura lieu la prochaine conférence internationale sur les changements climatiques à Copenhague. Les Etats signataires de la convention-cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, créée lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992, se réunissent à nouveau pour la mise en place d'une lutte globale contre les émissions de gaz à effet de serre qui dérèglent nos climats.

### **L'enjeu : limiter le réchauffement en dessous de +2°**

L'effet de serre est un phénomène naturel qui permet d'avoir une température viable à la surface de la Terre. Depuis la révolution industrielle, les activités humaines engendrent des émissions de gaz à effet de serre (GES) largement supérieures à ce que la planète peut absorber. Ces GES supplémentaires s'accumulent dans l'atmosphère et renforcent l'effet de serre naturel, ce qui réchauffe l'atmosphère et dérègle nos climats. Les conséquences sont de fortes variations de température du très froid au très chaud, l'augmentation des pluies, une violence plus forte des tempêtes et cyclones, des canicules, des sécheresses, des inondations...

Les scientifiques (le Groupement d'Experts intergouvernemental sur l'évolution du climat – ONU) recommandent de maintenir l'augmentation de la température mondiale en 2100 en dessous de + 2°C par rapport à 1850 pour éviter l'emballement du climat.

### **Accord international sur un objectif de réduction des gaz à effet de serre**

En 1998 s'est établi le protocole de Kyoto, entré en vigueur en février 2005, qui engage les pays industrialisés à réduire de 5.2 %, d'ici 2008-2012. Aujourd'hui, 184 pays du Nord comme du Sud l'ont ratifié, mais seuls 38 pays industrialisés ont l'obligation de diminuer de 5,2 % leurs émissions de GES entre 2008 et 2012, par rapport au niveau de 1990. La 1e période d'application du protocole de Kyoto se termine en 2012. L'objectif de la conférence de Copenhague, en décembre 2009, est donc de trouver un accord entre tous les pays sur ce que sera la 2e période d'engagements.

### **Réduire les émissions !**

Quel pourcentage de réduction pour ne pas dépasser les deux degrés ?

Les Etats signataires négocient. Au sein de l'Union Européenne, les Etats se sont fixés 20% de réduction des GES d'ici 2020. Mais le scénario dans lequel les pays industrialisés réduisent leurs émissions de 25 à 40 % d'ici à 2020 par rapport à 1990 ne donne qu'une chance sur deux de ne pas dépasser les +2°C. Les associations engagées dans l'ultimatum climatique<sup>(1)</sup> demandent donc que les pays industrialisés s'engagent à Copenhague, à réduire leurs émissions de plus de 40 % en 2020.

Tous les pays doivent s'engager dans la lutte contre les changements climatiques. Les gaz à effet de serre ne s'arrêtent pas aux frontières, les impacts attendus toucheront toutes les régions de la planète.

### **Les pays industrialisés représentent 25 % de la population mondiale et 50 % des émissions de GES !**

Les pays industrialisés sont responsables des émissions passées de GES et restent aujourd'hui de grands émetteurs. Ils possèdent des ressources financières et technologiques et doivent être les premiers à réduire massivement leurs émissions de GES. Ils doivent aussi aider les pays du Sud à réduire leurs émissions et à s'adapter aux impacts à venir. La solidarité internationale doit s'intégrer aux mécanismes mis en place pour atteindre l'objectif de réduction de gaz à effet de serre.

## **Face aux crises : l'alternative au système**

Les réductions sont indispensables. De nouveaux modes de production et de consommation sont à mettre en place pour garantir la réduction des émissions de GES, pour garantir l'emploi pérenne et d'avenir, pour garantir la justice sociale. Des mesures économiques et réglementaires contraignantes doivent être mises en œuvre sans mettre en péril les populations les plus pauvres. La course au profit et la règle du « tout marché » ont prouvé leurs désastres financiers, sociaux et écologiques. Les principes grand pollueur-payeur, spéculateur-payeur peuvent être fixés en garantissant la justice sociale.

## **L'injustice climatique : les victimes sont les moins responsables**

Même en réduisant massivement nos émissions, certaines conséquences climatiques sont inévitables (hausse du niveau des océans, événements climatiques extrêmes, etc.).

Les pays en développement sont plus vulnérables aux impacts des changements climatiques que les pays industrialisés car ils ne possèdent pas les moyens techniques, humains et financiers pour y faire face. Nous sommes donc confrontés à une situation « d'injustice climatique » : les populations les moins responsables du réchauffement de la planète en sont les principales victimes.

Selon les estimations, 70 milliards d'euros par an au minimum sont nécessaires d'ici à 2020 pour mettre en place des mesures de réduction dans les Pays en développement dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture, de la forêt, etc.

## **La campagne Attac**

La crise écologique et climatique a été accélérée par les politiques du libre-échange absolu menées par les organisations internationales, en particulier l'OMC qui se réunira à Genève quelques jours avant le sommet de Copenhague, pour faire valoir la primauté du libre-échange et le renforcement des droits de propriété intellectuelle.

La possibilité d'un véritable accord à Copenhague, dans le cadre de l'ONU, suppose une mobilisation des citoyens à l'échelle internationale, pour faire valoir les exigences de justice sociale et empêcher que les négociations climatiques soient une occasion de remettre sur les rails des politiques et des institutions qui ont échoué et ont conduit à la crise actuelle.

La campagne doit s'appuyer sur les résistances à la perpétuation d'un mode de production et de consommation qui concourt à la dégradation écologique et climatique et sur des expériences qui d'ores et déjà permettent à la fois de créer des emplois et de préserver l'environnement. La conférence de Copenhague ne doit pas être confinée à un débat d'experts, la mobilisation citoyenne doit permettre de montrer que Copenhague est partout.

Concrètement, les engagements d'Attac

Attac participe à la mobilisation globale - participation à l'appel du FSM à Belém pour une mobilisation internationale,

- préparation d'un contre-sommet à Copenhague pendant la conférence, en liaison avec Attac-Danemark,
- organisation d'une manifestation le 12 décembre à Copenhague (avec possibilité de déplacements collectifs).

Pour cela, nous travaillons avec les Attac d'Europe et le réseau international « Climate Justice Now ».

Attac 45 dans le cadre du Forum des droits humains organise :

- une conférence crise écologique et crise climatique : aggravation de la pauvreté mondiale  
Intervenante : Geneviève Azam (membre du conseil scientifique d'Attac)

Source article : « Changements climatiques, Cap vers Copenhague » Réseau Action Climat

1) WWF-France, Greenpeace France, Action contre la Faim, Care France, FIDH, Fondation Nicolas Hulot, Les amis de la terre, Médecins du Monde, Oxfam France Agir Ici, Réseau Action Climat, Secours Catholique